

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°323 DU JEUDI 11 AVRIL 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

**Interview**

BAH OURY PENSE QUE L'AXE SERA LES CHAMPS ELYSÉES DE CONAKRY

## « Il l'a dit dans l'euphorie » (Ibrahima Aminata Diallo, CONAPED)



Édito à vue d'Aigle

## Une fête célébrée dans la dèche !

Les fidèles musulmans de Guinée ont célébré mercredi 10 avril 2024, l'Aïd el Fitr, la fête marquant la fin du mois saint de Ramadan sur toute l'étendue du territoire national. Pendant 29 jours, ils se sont abstenus de manger et boire ou d'avoir des relations sexuelles, du lever au coucher du soleil... P.2

FONCTION PUBLIQUE



Les homologues de l'Université Gamal Abdel Nasser accusent leur Recteur de les avoir exclus du concours (Boubacar Barry, président du collectif) P.4

MATOTO



"Le niveau d'exécution des programmes varie entre 72 à 78%..." (DCE Sékou Kaba) P.5

AÏD EL FITR 2024



Le message de l'imam Fofana de la mosquée Fayçal P.2

KAGBELEN

P.7

Trois agents mis aux arrêts pour l'assassinat de deux jeunes à Kéitaya

MTN GUINÉE

Les précisions du DG sur la "vente" de la société P.6

DÉCÈS DU FRÈRE AÎNÉ DE CELLOU DALEIN

Le message d'Alpha Condé au président de l'UFDG P.5





## Édito à vue d'aigle



### Une fête célébrée dans la dèche !

**L**es fidèles musulmans de Guinée ont célébré mercredi 10 avril 2024, l'Aïd el Fitr, la fête marquant la fin du mois saint de Ramadan sur toute l'étendue du territoire national. Pendant 29 jours, ils se sont abstenus de manger et boire ou d'avoir des relations sexuelles, du lever au coucher du soleil.

Mais force est de reconnaître que ce mois de pénitence est arrivé cette année dans un contexte particulièrement difficile aussi bien à Conakry, la capitale que dans les villes et villages de l'intérieur. En plus du manque criard de courant et de la pénurie d'eau, il y a cette flambée des prix des denrées alimentaires de grande consommation (riz, huile, sucre, oignon, etc.) en dépit des mesures prises et annoncées par les autorités en charge du

Commerce.

L'accord trouvé avec les opérateurs économiques pour réajuster à la baisse les prix en vue de soulager les populations pendant le mois saint n'aura pas été respecté à la lettre. La crainte des consommateurs était d'autant plus compréhensible que certains commerçants, bien que majoritairement de confession musulmane, se plaisent souvent à fixer les prix de leurs articles comme bon leur semble au mois de Ramadan, au grand dam de leurs coreligionnaires qui n'ont que leurs yeux pour pleurer.

La célébration de l'Aïd el Fitr aura été un autre casse-tête financier pour les ménages dont les revenus se sont réduits ces derniers temps comme peau de chagrin. Les dépenses inhérentes à cette grande fête musulmane sont entre autres: l'achat des habits et des chaussures pour toute la maisonnée, les frais de préparation du repas de fête et les déplacements pour les salutations d'usage chez les parents, beaux-parents et connaissances. Pour qui connaît actuellement les difficultés de tous genres auxquels les Guinéens sont confrontés, l'on ne peut que les plaindre. Le CNRD et son gouvernement se doivent de prendre des mesures allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans les centres urbains et en milieu rural. Comme on le dit souvent et à juste raison, gouverner, c'est prévenir. C'est vraiment paradoxal de constater, après 65 ans d'indépendance et en dépit de l'immense richesse du sous-sol de leur pays, que les Guinéens, dans leur écrasante majorité, continuent de vivre dans la précarité.

Kéfina Diakité

AÏD EL FITR 2024

## Le message de l'imam Fofana de la mosquée Fayçal

Les fidèles musulmans de Guinée ont célébré le mercredi 10 avril l'Aïd el Fitr, la fête marquant la fin du mois saint de Ramadan. À la grande mosquée Fayçal de Conakry, l'honneur est revenu au troisième imam, Dr Aboubacar Fofana, de diriger la prière.



**D**ans son sermon, en présence du Premier ministre, Bah Oury, du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Kaïraba Kaba, ainsi que du ministre des Affaires Étrangères et des Guinéens établis à l'Étranger, Dr Morissanda Kouyaté, l'imam Aboubacar Fofana a insisté sur l'impérieuse nécessité de cultiver la paix pour faire avancer le pays dans la bonne direction. « Craignons Dieu. Observons ce qu'il nous demande et évitons ce qu'il n'aime pas. Le Ramadan est désormais terminé, aujourd'hui est un jour de fête (...). Renforçons notre unité nationale afin que notre pays puisse progresser et se développer. Si tu vois ton ami ne pas œuvrer pour le développement de notre pays,

conseille-le. Soyons honnêtes et disons la vérité, car Dieu a créé le monde dans la franchise. Si nous aspirons au développement, celui-ci verra le jour. Honorons la confiance que le peuple place en nous pour gérer le pays en donnant le meilleur de nous-mêmes. Plaçons l'éducation au-dessus de tout », a-t-il déclaré.

À noter que le grand imam de Conakry, Elhadj Mamadou Saliou Camara, a lui officié la prière de l'Aïd el Fitr, au palais Mohammed V, en présence du président de la transition, le général Mamadi Doumbouya.

Íaba Kankoula

*Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu*





INTERVIEW

BAH OURY PENSE QUE L'AXE SERA LES CHAMPS  
ELYSÉES DE CONAKRY

## « Il l'a dit dans l'euphorie » (Ibrahima Aminata Diallo, CONAPED)

Le Premier ministre guinéen rêve gros. Bah Oury a déclaré sur le chantier de Bambéto que l'Axe Leprince, réputé être une zone de violence peut être à l'image des Champs-Élysées. Et ce n'est pas tout, il pense aussi que ce trajet peut générer beaucoup d'économie pour la Guinée dans le futur. Cette déclaration devenue virale sur les réseaux sociaux, a fait réagir le Coordinateur National des Associations pour la Paix et le Développement-CONAPED. Ibrahima Aminata Diallo estime que l'Homme d'Etat en fait de trop dans ses communications.

**L'** Aigleinfos : Le Premier ministre a affirmé le samedi, 06 avril 2024 sur le chantier de l'échangeur de Bambéto qu'il a toujours pensé que l'axe Hamdallaye-Cimenterie sera les Champs Elysées de la ville de Conakry. Ce sera l'axe principal de l'économie de la capitale dans les années à venir. Comment trouvez-vous une telle déclaration ?

**Ibrahima Aminata Diallo :** C'est une façon de caresser les citoyens de la zone de l'Axe comme pour dire qu'on a besoin du calme, de la paix pour que nous puissions faire d'autres projets de grande envergure nationale. C'est sur cet angle que j'ai compris.

**L'Aigleinfos :** On dit souvent que les politiques guinéens font du pays le cimetière des promesses. Pensez-vous qu'un tel rêve peut être possible ?

**Ibrahima Aminata Diallo :** Tout le monde souhaite à ce que la Guinée soit comme Paris



en matière d'infrastructures mais il est allé un peu trop loin. Il faut être d'abord comme Dakar ou Abidjan en matière d'aménagement avant de parler de Paris. Il est bon de rêver mais ce rêve n'est pas possible maintenant surtout pendant cette transition, peut-être dans dix ou quinze ans.

**L'Aigleinfos :** Bah Oury, homme politique n'était pas habitué à des déclarations de ce

genre même pendant des campagnes politiques. Est-ce qu'il vous étonne aujourd'hui dans ce rôle de Premier ministre ?

**Ibrahima Aminata Diallo :** S'il est dans l'esprit du CNRD, il ne va jamais faire de telle déclaration allant dans le sens inverse de l'autorité suprême, il faut le comprendre. On s'est habitué à des politiques dès qu'ils changent de vestes, ils changent de discours mais pour moi, il est dans l'esprit du CNRD, il a été nommé. Mais nous au niveau de la société civile, nous attendons de Monsieur Bah que nous connaissons sincère dans le passé, je pense qu'il pourra avoir le courage de conduire à bon port cette transition conformément

aux accords signés entre la CEDEAO et la Guinée. Donc à partir du 31 décembre 2024 comme l'avait dit le Général Mamadi Doumbouya, qu'il ne sera plus à la tête de la Guinée. C'est là que nous l'attendions.

**L'Aigleinfos :** Avant le chef du gouvernement, l'actuel ministre de l'Urbanisme, de l'aménagement du territoire avant lui aussi annoncé à sa prise de fonction qu'il ambitionne de construire une nouvelle ville. C'est une continuité parce qu'on peut affirmer que Bah Oury s'est inspiré de Mory Condé ?

**Ibrahima Aminata Diallo :** Construire une nouvelle ville ou avoir une

ville moderne, oui ! Nous tous on en a besoin. Mais je pense que si on parle comme ça, il faut mettre le discours dans son vrai contexte parce que quand vous venez à Conakry vous voyez des belles maisons mais nous n'avez pas d'accès. Je pense qu'ils devraient s'atteler pour le retour à l'ordre constitutionnel.

**L'Aigleinfos :** Au lendemain de ce discours du PM, vous en tant qu'un des leaders de l'Axe, est-ce que vous avez vu la réaction des jeunes de la localité : appels ou messages ?

**Ibrahima Aminata Diallo :** Personnellement non, mais sachez qu'il y a des discours auquel personne ne fait pas attention. Sinon de mon côté je dis que oui c'est bon de rêver mais je n'ai pas trouvé normal ce discours. Et je pense qu'il l'a dit dans l'euphorie de la physionomie de la salle. Mais il ne faut pas qu'on dramatise cela comme souvent le font les alarmistes.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Ibrahima Aminata Diallo, Coordinateur National des Associations pour la Paix et de Développement-CONAPED !

**Ibrahima Aminata Diallo :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Lisez le journal  
numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.



INTERVIEW

FONCTION PUBLIQUE

# Les homologués de l'Université Gamal Abdel Nasser accusent leur Recteur de les avoir exclus du concours (Boubacar Barry, président du collectif)

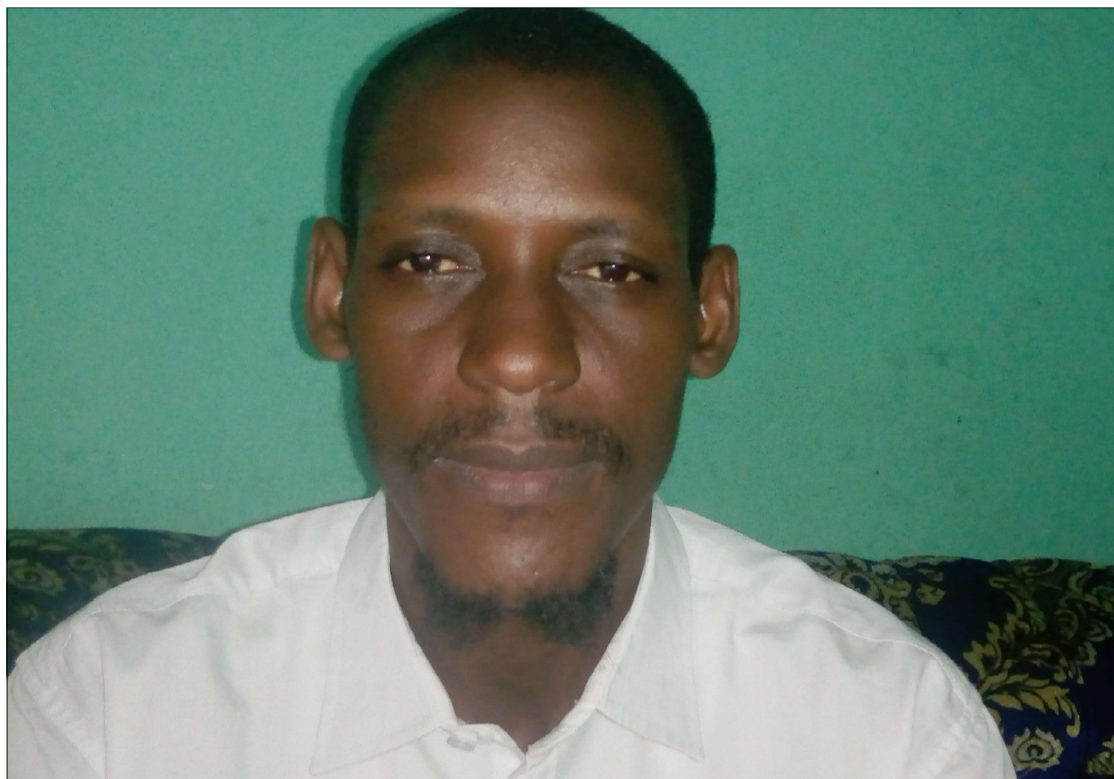
*Le Collectif des enseignants Homologués de Gamal Abdel Nasser est très remonté contre son rectorat par rapport à l'éventuel concours d'intégration à la fonction publique. Il l'accuse de l'avoir exclu du processus du concours d'intégration à la fonction publique au détriment des personnes dont il ignore la prestation. Le président de ces homologués a exprimé leur colère dans cet entretien avec votre hebdomadaire.*

**L'** Aigleinfos : Le Collectif des Homologués de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry dont vous êtes le président a fait un mémorandum dans lequel il exprime son mécontentement face à sa situation. Parlez-nous en ?

**Boubacar Barry :** Nous sommes trente-cinq (35) enseignants homologués à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry qui sont écartés dans le processus de recrutement pour l'intégration à la fonction publique en cours. Vous savez, la plume vaut mieux que l'arme, nous avons décidé d'écrire parce que l'intellectuel ne sort pas pour jeter des cailloux ou s'acharner contre les édifices. Donc nous nous sommes dit écrivons parce que c'est la meilleure arme. C'est ce qui nous a poussés d'écrire et nous avons adressé aux autorités compétentes. Dans ces mémorandums, nous dénonçons le fait que nous soyons écartés du processus d'intégration à la fonction publique, et c'est Gamal qui nous a écartés.

**L'Aigleinfos :** Pourquoi vous affirmez sans ambiguïté que c'est Gamal qui vous écartés et au profit de qui ?

**Boubacar Barry :** L'administration c'est une continuité. Au temps du Professeur Doussou Lancinet Traoré nous étions là. Mais à l'avènement du CNRD quand Professeur Alpha Kabinet Kéita est arrivé, nous sommes venus le voir. Nous avons effectué des démarches auprès de



lui, des responsables de Gamal mais on n'a pas obtenu gain de cause. L'institution en question (UGANC) fait un choix, il envoie au département et le département achemine à la fonction publique et comme ça vous êtes intégrés. Mais si à la base, vos dossiers ne sont pris en compte, c'est que d'office vous êtes écartés. C'est pourquoi nous disons que le Rectorat de Gamal qui nous écartés. De surcroît, ils nous ont fait remplacer par la liste des 910 qui a été publiée. Des gens dont nous ne connaissons pas la provenance. Des gens qui ont des licences pour la plupart. Sur cette liste, il y a des gens qui ont ATS et PTS alors que nous on a fini le master et beaucoup ont fini la rédaction de leurs mémoires mais on n'a pas de fonds pour soutenir. C'est pour vous dire que c'est une injustice totale d'écartier des gens qui sont en phase de masters, maîtrise et mettre des gens

qui ont la licence, c'est très grave.

**L'Aigleinfos :** Quelle est la position du SNAESURS dans votre combat ?

**Boubacar Barry :** Sa position est vraiment bizarre parce qu'il ne veut pas reconnaître le collectif qui se trouve dans son institution. Un syndicat qui est censé défendre les travailleurs, se positionne derrière le Recteur. Nous regrettons fermement cela parce que quand nous avons créé le syndicat, le secrétaire général du SNAESURS de Gamal qui est Mohamed Pivi Traoré est au courant parce qu'on est allé le voir. Parmi les documents que nous détenons, il est l'un des signataires. Mais je crois il n'est jamais trop tard pour mieux faire. S'il interroge son fort intérieur à tête reposée, il doit revenir aux meilleurs sentiments.

**L'Aigleinfos :** Vos réclamations datent de

que vous demandez concrètement aux autorités de la transition ?

**Boubacar Barry :** On n'a fait beaucoup de démarches auprès des autorités compétentes pour nous rétablir dans nos droits. Nous demandons l'implication du président de la transition à qui nous avons d'ailleurs adressé un courrier. Nous comptons aussi sur le Premier Ministre qui a d'ailleurs été saisi du dossier et qui nous a orientés vers le Ministre Alpha Bacar Barry pour lequel nous avons beaucoup d'estime parce qu'il fait ses preuves à la formation professionnelle. Le PM lui a déjà notifié que dans le dossier que pour examen et suite à donner. Seulement à date on n'a pas encore été appelé à la primature pour discuter mais nous comptons sur eux. Ils connaissent les problèmes dont souffrent les enseignants en Guinée.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Boubacar Barry, Enseignant à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry et président du Collectif des Enseignants Homologues de la même institution.

**Boubacar Barry :** C'est à moi de vous remercier !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

combien de temps ?

**Boubacar Barry :** Depuis l'an dernier. Mais pour notre situation d'Homologues, certains ont fait cinq ans et d'autres dix ans et l'Université refuse de nous octroyer des contrats. Mais le centre de gravité de tous ces guéguerres, est que quand le SNAESURS a mené une grève à l'échelle nationale, il a eu gain de cause, et si vous verrez le point D du statut particulier de l'enseignant, il est écrit noir sur blanc qu'il faut engager les enseignants homologues à la fonction publique et nous nous sommes là, nous donnons des cours de TD (travaux) dirigés et TP (travaux pratiques.)

**L'Aigleinfos :** Qu'est-ce







MATOTO

## «Le niveau d'exécution des programmes varie entre 72 à 78%...» (DCE Sékou Kaba)

Dans moins de deux mois, les examens nationaux vont se tenir en Guinée. Dans plusieurs établissements scolaires, les programmes avancent. C'est le cas de la commune de Matoto où le Directeur Communal de l'Education se réjouit de l'évolution du niveau du programme scolaire. Sékou Kaba connu pour sa rigueur, prévient également les candidats à ces différents examens.

**L'** Aigleinfos : Nous sommes environ à deux mois des examens nationaux. Quel est le niveau d'exécution des programmes dans votre juridiction ?

**Sékou Kaba :** L'année scolaire 2023-2024 tend vers sa fin, et pour cela nous remercions les autorités parce que les cours se tiennent dans de très bonnes conditions. A date à Matoto, le taux d'exécution des programmes varie entre 72 à 78%. Ce qui nous reconforte.

**L'Aigleinfos :** Suite à l'explosion du principal dépôt d'hydrocarbures de Kaloum, les cours avaient été suspendus pour une période de moins de deux semaines et par la suite le mouvement syndical guinéen avait déclenché une grève dans le système éducatif. Quelles sont les dispositions que vous aviez prises pour rattraper ce temps perdu ?

**Sékou Kaba :** Ce congé anticipé et cette grève de trois jours des centrales syndicales étaient indépendamment de notre volonté. Tous ces événements ont permis de faire un léger réaménagement du calendrier scolaire. Au lieu du 10 mai, le calendrier scolaire va se prolonger jusqu'au 18 du même mois. Donc après ces deux événements, j'ai convié mes chefs d'établissements publics et privés à une réunion et je les autorisés à tenir des cours de rattrapage à la satisfaction des élèves et encadreurs. Il faut savoir que nous en tant que responsables, on ne peut pas produire un résultat sans les directeurs d'écoles. Ce sont eux qui sont en relation directe avec les élèves et enseignants.

**L'Aigleinfos :** En cette



période de congé, comment vous vous organisez ici dans votre juridiction ?

**Sékou Kaba :** J'avoue que

l'ensemble des chefs d'établissements sont dans les écoles, et les candidats aux différents examens sont dans les écoles également parce que chaque école

veut être première. Donc les enseignants qui sont dans ces classes d'examens et les candidats sont en train de suivre les cours comme à l'accoutumée.

**L'Aigleinfos :** Une nouvelle figure est arrivée à la tête du ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation. Quelles sont vos attentes vis-à-vis de lui ?

**Sékou Kaba :** Nous sommes à son service et prêts à l'accompagner pour qu'il soit parmi les meilleurs ministres du gouvernement Bah Oury car le nouveau ministre Jean Paul Cedy est un enseignant de carrière, je pense qu'il fera un bon travail à la satisfaction du Président de la transition, des parents d'élèves.

**L'Aigleinfos :** Matoto a une bonne réputation quand on parle d'examens scolaires. Quel est votre secret de réussite ?

**Sékou Kaba :** La particularité de Matoto c'est

le travail commun. Ici on se complète et on se donne la main. À Matoto, il n'y a pas de subordonnés, pas de chef, c'est le corps professoral.

**L'Aigleinfos :** Quel est le ton pour les prochains examens ?

**Sékou Kaba :** Depuis l'avènement du CNRD aux affaires, on a réussi à crédibiliser les examens nationaux. Donc c'est le même combat, le même dynamisme qu'il faut relancer pour que l'élève qui a bien assimilé ses cours soit admis et celui qui n'a pas fait de sérieux redouble sa classe, ça c'est au prix de notre vie.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Sékou Kaba, Directeur communal de l'Education de Matoto.

**Sékou Kaba :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

### DÉCÈS DU FRÈRE AÎNÉ DE CELLOU DALEIN

## Le message d'Alpha Condé au président de l'UFDG

Le vendredi dernier, le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a perdu son frère aîné Thierno Sarafou Diallo. Le lendemain, l'ancien président de la République, Pr. Alpha Condé, a tenu à envoyer un message de compassion à celui qui lui aura été, durant tout son règne, le plus coriace de ses opposants.

« J'adresse mes sincères condoléances à notre frère Cellou Dalein Diallo, à toute la famille du défunt, à l'organisation politique UFDG (Union des forces démocratiques de Guinée), qui est une représentation importante de la vie

nationale guinéenne, ainsi qu'à tous les ressortissants de la Moyenne Guinée, région d'origine de notre compatriote disparu », a écrit Alpha Condé, celui que l'histoire retiendra comme le premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante. En ces moments de douleur et de chagrin, il invite par ailleurs chacun dans la prière, à accompagner la famille attristée, à traverser l'épreuve dans la grandeur de la foi, la fraternité et la solidarité.

« Puisse cette période de deuil, permettre à tout notre peuple de continuer à



communier pour renforcer notre unité et notre cohésion sociale», lit-on dans le message posté par l'homme qui a présidé aux

destinées de la Guinée du 21 décembre 2010 au 5 septembre 2021.

Mamadou Oury



## MTN GUINÉE

## Les précisions du DG sur la "vente" de la société

Dans un communiqué publié dans la presse, Didier Nzuzi Sala-Diakanda, le Directeur général de la société de téléphonie mobile, MTN Guinée, a tenu à apporter des précisions sur l'affaire de vente de la société.



« Suite aux divers reportages dans les médias, la Direction Générale de MTN Guinée tient à rassurer le public que nous restons déterminés à fournir les efforts nécessaires pour offrir des services exceptionnels et innovants au profit de la population guinéenne.

La direction souhaite également confirmer que le Groupe MTN travaille en étroite collaboration avec le gouvernement de la République de Guinée, par l'intermédiaire du Ministère des Postes, Télécommunications et de l'Economie Numérique et de l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPT) afin d'explorer des solutions appropriées pour redresser l'entreprise (y compris un accord pour la vente potentielle de sa participation de 75 % dans MTN Guinée (Areeba Guinée S.A) au profit de toutes les parties prenantes clés du secteur, nos clients et notre pays la Guinée.

Cependant, la Direction Générale tient à préciser que la vente potentielle n'a en aucun cas été finalisée et que toutes les conditions

n'ont pas encore été remplies de manière satisfaisante, y compris l'obtention des approbations des autorités compétentes, notamment celle du Ministre des Postes, Télécommunications et de l'Economie Numérique.

Nous continuerons de travailler et de coopérer avec le gouvernement pour s'assurer que toutes les exigences appropriées pour les transactions de cette nature sont respectées.

La direction rappelle donc le public que MTN sera le seul à fournir une mise à jour officielle sur la transaction une fois que toutes les procédures réglementaires et juridiques seront entièrement achevées. Le public doit donc se fier uniquement aux sources officielles de MTN pour toute mise à jour sur la transaction.

Nous apprécions votre confiance et nous sommes impatients d'entamer ensemble un nouveau chapitre passionnant. », lit-on dans le communiqué signé du Directeur Général de MTN Guinée, Didier Nzuzi Sala-Diakanda. Affaire à suivre...

Kaba Kankoula

## DIALOGUE POLITIQUE

## Le RPG Arc-en-ciel rejette la main tendue des autorités

Le RPG Arc-en-ciel n'est pas prêt à participer à un dialogue. C'est la position exprimée le samedi 06 avril 2024, par le Bureau Politique National du parti au cours de son assemblée générale hebdomadaire en réponse à la main tendue du porte-parole du gouvernement aux Forces vives de Guinée.

À l'entame de cette assemblée, les responsables du RPG ont rendu un hommage à Dr Kassory, Damaro et Cie, incarcérés à la maison centrale de Conakry depuis le 06 avril 2022. Face à la gestion actuelle de l'électricité, les responsables du parti ont pointé une incapacité des autorités actuelles à satisfaire le besoin de la population.

Dans une sortie médiatique, le porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, a invité les Forces vives de Guinée à rejoindre la table de dialogue pour discuter des préoccupations de la transition. Lansana Komara, secrétaire administratif du RPG Arc-en-ciel donne ici leur position: «Nous avons appris dans la presse que le



gouvernement offre de nouvelles garanties aux Forces vives de Guinée. Nos accords sont possibles à tous points de vue. Nous du RPG, nous ne sommes pas prêts à discuter le couteau à la gorge et nous l'avons plusieurs répété. Vous ne pouvez pas nous mettre à terre, le couteau à la gorge et nous demander de venir dialoguer, ce n'est

pas possible. C'est pourquoi nous exigeons la libération totale et sans condition de nos camarades emprisonnés. On ne peut pas faire un dialogue sans ces gens-là»

Le RPG a réitéré l'appel des Forces vives de Guinée qui menacent de ne pas reconnaître le CNRD au-delà du 31 décembre 2024.

Samuel Demba. D

## CONAKRY

## Le PM fait des promesses aux jeunes de l'Axe

Le nouveau Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, connu sous le nom de Bah Oury a lui aussi cru devoir rencontrer la semaine dernière des jeunes de cette partie névralgique de la capitale guinéenne. En langue nationale Pular, il les a invités à garder espoir et leur a promis que l'Axe sera sous peu les Champs Élysées de la Guinée.

Comme on le sait, au lendemain de sa prise du pouvoir dans les circonstances que l'on sait, le général Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé, a été accueilli triomphalement sur l'Axe, c'est-à-dire les quartiers situés le long de la route «Le Prince», de Hamdallaye à Kagbelen en passant par Bambeto, Cosa, Enco5, Wanindara, T8, Cimenterie, Bailobaya et Keitaya). Des quartiers qui, il faut le reconnaître, ont payé un lourd tribut lors des manifestations sociopolitiques de ces dernières années à Conakry.

Le nouveau Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah,

connu sous le nom de Bah Oury a lui aussi cru devoir rencontrer la semaine dernière des jeunes de cette partie névralgique de la capitale guinéenne. En langue nationale Pular, il les a invités à garder espoir et leur a promis que l'Axe sera sous peu les Champs Élysées de la Guinée. «Lorsque je suis revenu d'exil en janvier 2016, j'avais dit que l'Axe que vous voyez-là c'est sur de l'or que nous sommes assis, ça sera l'Axe de la prospérité. Demain, vous qui avez des terres ici, c'est de l'or que vous avez, ne minimisez pas, est-ce qu'on s'est compris? Ne négligez pas, parce que dans quelques années, l'Axe sera les Champs Élysées de la Guinée.

Même si on ne tient pas compte de cet Axe et qu'actuellement il y a beaucoup de problèmes, vous êtes méprisés, personne ne veut d'ici, mais je vais vous dire l'avenir sera sur l'Axe. Donc ne négligez pas cet endroit. Que celui qui a une parcelle ici ne se précipite pas pour dire qu'il va la revendre et quitter ici. Si l'intéressé le fait, il le regrettera un jour. Mais pour que cela arrive vite, vous devez vous battre pour le pouvoir au sein de la commune de Ratoma», a déclaré le locataire du palais de la Colombe.

Kaba Kankoula



## TRAVAIL ET FONCTION PUBLIQUE

## Le ministre Faya François Bourouno va à la rencontre des syndicalistes

Le vendredi, 05 avril 2024, Faya François Bourouno, le nouveau ministre du Travail et de la Fonction Publique, a rencontré et échangé avec les syndicalistes à la Bourse du Travail à Kaloum, dans la commune du même nom.



Gouvernement et le syndicat soit celle basée sur la confiance dynamique. Cette visite visait entre à décriper le climat social tendu il y a très longtemps et à donner les gages d'un dialogue dynamique sincère et franc avec le Mouvement Syndical.

«Le syndicat est un partenaire privilégié du ministère du Travail et de la Fonction Publique. Il était important que je vienne et leur dire que mon bureau est complètement ouvert. Je suis à leur disposition, je viens leur tendre la main pour qu'ensemble, nous puissions mettre en place les logiques du dialogue constructif, sincère, franc...générateur de paix et de quiétude sociale», a déclaré le ministre Faya François Bourouno.

Mamadou Oury

Le successeur de Julien Yombouno a mis cette rencontre à profit pour réitérer aux leaders syndicaux la vision du Président de la République, qui à l'en croire, souhaite que la relation entre le

## KAGBELEN

## Trois agents mis aux arrêts pour l'assassinat de deux jeunes à Kéitaya

Des manifestations spontanées ont été réprimées dans la matinée du samedi 06 avril 2024, à Kéitaya, un quartier situé dans la commune de Kagbelen. Cette répression ayant paralysé la circulation et les activités de cette zone, a fait des victimes. Deux jeunes manifestants, auraient été abattus par des gendarmes dans la foulée.

En colère, les jeunes ont érigé des barricades et brûlé des pneus sur la chaussée. Ils ont aussi attaqué le siège de la gendarmerie et incendié des engins roulants sur place notamment des véhicules et motos. Dans cette débandade, des détenus ont profité de la situation

pour prendre la poudre d'escampette.

Trois jours après cette manifestation qui, en plus des cas de mort s'est soldée par plusieurs arrestations, des cas de blessés et des dégâts matériels importants à cause du délestage du courant électrique, trois des agents qui seraient impliqués dans ces meurtres ont été interpellés, apprend-on. Ils relèvent de la BAC 12 (Brigade Anti Criminalité), du côté de Keitayah. Et c'est sur instruction du haut commandement de la

gendarmerie nationale que ces agents ont été arrêtés puis conduits au PM3 de Matam. Cette interpellation survient, suite à la mort de trois personnes lors des échauffourées éclatées pendant une patrouille nocturne des éléments de cette unité de sécurité, qui a été à l'origine de l'incident.

Ces agents présumés auteurs de la mort de ces jeunes, vont rester en détention au PM3 de Matam pour des fins d'enquêtes.

Samuel Demba. D

Lire L'Aigle Infos,  
c'est lire la vérité  
et la vertu

## INDUSTRIE ET PME

## Un financement de 20 milliards GNF obtenu par le FODIP

Le mardi 9 avril, une convention de gestion d'une ligne de financement de 20 milliards de francs guinéens a été entre la Banque Nationale d'Investissement de Guinée (BNIG) et le Fonds du Développement Industriel et des PME (FODIP). C'était au cours d'une cérémonie co-présidée par les ministres concernés, Dre Diaka Sidibé de l'Industrie et Mourana Soumah de l'Économie et des Finances.



Dans son intervention de circonstance, le président du Conseil d'Administration de la BNIG, Thierno Ibrahima Bah, a déclaré: «Le FODIP joue un rôle clé en tant qu'intermédiaire entre les PME et PMI de la République de Guinée. Nous œuvrons pour la croissance et le développement de la Guinée. Après des mois de discussions intenses, nous avons conclu qu'il était nécessaire d'octroyer cette ligne de crédit de 20 000 000 000 GNF au FODIP pour contribuer au développement du pays. Les PME de Guinée sont des moteurs de création d'emplois et de développement. En fournissant cette ligne de crédit, nous permettons aux PMI et PME d'employer des Guinéens et de contribuer à la vision du Général Mamadi Doumbouya».

Pour sa part, le ministre de l'Économie et des Finances, Mourana Soumah, a dit: «Ce crédit est octroyé sous forme de prêt et non de don. Il est donc crucial que les PME et PMI se montrent capables de rembourser ces dettes. Cet accord-cadre revêt une importance capitale dans la promotion des PME en Guinée. (...) Mes

recommandations visent à assurer une utilisation efficace de ces 20 milliards au profit des PME sélectionnées par le FODIP. Le rôle essentiel du FODIP consiste à faire des choix basés sur la viabilité des structures bénéficiaires de son soutien. En cas d'échec, je crains que le FODIP ne perde en crédibilité»

Quant à la ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME, Dre Diaka Sidibé, elle s'est exprimée en ces termes: «Je me réjouis de la conclusion de cette ligne de financement établie entre le FODIP et la BNIG. Cette ligne de crédit de 20 milliards de francs guinéens vise à promouvoir le secteur industriel des PME. Pour nous, en tant que département en charge de l'industrie et des PME, cette convention intervient à un moment crucial où nous cherchons à dynamiser la collaboration avec le secteur privé en soutenant l'accès au financement pour nos PME ainsi que nos petites et moyennes industries. Cette signature entre deux institutions publiques vient renforcer notre engagement à accompagner le secteur privé en Guinée»

Kèfina Diakité



## AFFAIRE AMINATA CONTÉ

## Ce que les avocats de la journaliste exigent des autorités judiciaires

**Le vendredi 05 avril 2024, les avocats de la journaliste Aminata Conté impliquée dans l'affaire de mœurs avec l'ex ministre de la Justice, Alphonse Charles Wright, ont animé une conférence au siège de l'OGDH à Dixinn pour s'insurger contre la détention de leur cliente depuis le 8 mars dernier.**

«Nous collectif pour la défense de Dame Aminata Conté, nous dénonçons la violation des délais de procédure en matière d'appel contre une ordonnance de placement en détention. Nous rappelons également aux autorités judiciaires en cause le respect des dispositions de l'article 300 du code de procédure pénale qui dispose: Article 300: Le procureur général met l'affaire en état dans les 48 heures de la réception des pièces en matière de détention provisoire et dans les 10 jours en toutes autres matières, Il la soumet, avec son réquisitoire, à la chambre de contrôle de l'instruction. Celle-ci doit, en matière de détention provisoire, se prononcer au plus tard dans les 10 jours de la



réception du dossier au greffe de la chambre de contrôle de l'instruction», a fait savoir le collectif des avocats. Et d'ajouter: «De surprise en surprise, le lundi 25 mars 2024 à 08

heures, l'un des conseils de Dame Conté a été informé de la tenue d'une audience de la chambre de contrôle de l'instruction pour 09 h en l'absence des conseils de Madame Conté, en violation

du principe du contradictoire. Le parquet général instrumentalisé a fait programmer cette audience devant la deuxième chambre de contrôle de l'instruction en

violation totale des articles 314 et 315 du CPP. De tels procédés consistent bien évidemment à contribuer de façon évidente à saborder l'appel de l'ordonnance de placement en détention provisoire de la manière la plus illégale... Dans cette procédure, nous exigeons le respect de l'article 300 du code de procédure pénale en ses alinéas 2 et 3. L'enjeu de cette affaire réside dans le traitement équitable qui devrait bénéficier à Mlle Conté devant les chambres de contrôle de l'instruction qui sont visiblement téléguidées par les puissances de la solidarité de corps nocifs aux fondamentaux de l'État de droit dans notre pays».

**Mamadou Oury**

## DÉCENTRALISATION

## Le MATD nomme des membres de certaines délégations spéciales

**Le mardi 9 avril 2024, le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation, le général de deuxième section Ibrahima Kalil Condé, a nommé des membres de certaines délégations spéciales dans des communes rurales situées dans la région administrative de Nzérékoré. C'était à travers une série d'arrêtés lus à la télévision nationale.**

«Un processus rigoureux a été entrepris par mon département pour l'exécution des instructions du chef de l'Etat. Pour ce faire, j'ai mis une commission centrale, composée des cadres de mon département et des services de sécurité pour la mise en place des délégations spéciales », a déclaré le successeur de Mory Condé au MATD qui rappelle que

pour la désignation des membres des délégations spéciales, des critères tels que la probité morale, la résidence, ainsi que la représentativité des

différentes couches sociales (les sages, les jeunes, les retraités, les femmes et les leaders religieux) devraient être rigoureusement observés. À noter que chaque préfet a été assisté par une commission préfectorale d'enquête de moralité composée des membres de l'administration, de la notabilité, de la jeunesse, des femmes et des forces de sécurité. Une commission qui avait pour mission de vérifier la moralité des personnes désignées.

Ils sont 7 membres pour les communes de moins

de 40 000 habitants et 11 personnes pour celles de plus de 40 000.

«C'est après une vérification conséquente de cette commission centrale que j'ai procédé à la signature des arrêtés de nomination des membres des délégations spéciales », a précisé le Ibrahima Khalil Condé qui a annoncé qu'après l'installation de ces délégations spéciales dans les prochains jours, le MATD déploiera des cadres pour la formation desdits membres.

**Mamadou Oury**





PRÉTENDUE CONTRADICTION AVEC BAH OURY

## La réaction du Cercle des Amis de Gaoual (CERAG)

La sortie de Fodé Oussou Fofana de l'UFDG demandant à Bah Oury de mettre de l'ordre dans la communication gouvernementale a fait réagir le Cercle des Amis de Gaoual (CERAG) qui soutient mordicus qu'il n'y a aucune contradiction entre le PM et le porte-parole du gouvernement.



Gaoual DIALLO. Les deux déclarations peuvent être perçues comme complémentaires plutôt que contradictoires.

Il est important de considérer différents facteurs tels que la perspective, le timing des déclarations et la complexité des processus gouvernementaux. Plutôt que de chercher une contradiction immédiate, il serait plus constructif d'examiner comment ces déclarations peuvent s'inscrire dans une vision plus large des efforts du gouvernement pour résoudre les problèmes énergétiques en Guinée », lit-on dans la déclaration du Cercle des Amis de Gaoual (CERAG).

sont des hommes politiques et d'administration expérimentés qui se connaissent en politique depuis 1987. Leur collaboration est bénéfique pour la gouvernance du pays », soutient le CERAG qui promet de contrer les tentatives de division et de discorde.

«Notre gouvernement travaille de manière unie et cohérente dans la poursuite de ses objectifs pour le bien-être de la nation guinéenne. Les critiques malveillantes ne font que détourner l'attention des véritables enjeux auxquels notre pays est confronté», indique le CERAG.

«Nous tenons à souligner qu'il n'y a aucune contradiction entre les

propos du Premier Ministre M. BAH Oury chef de gouvernement et ceux du

Ministre des Transports, Porte-parole du Gouvernement Ousmane

«Ces deux personnalités

Kaba Kankoula

### AG DU RPG ARC-EN-CIEL

## L'ancien parti au pouvoir réitère ses exigences

Le samedi 06 avril 2024, le RPG Arc-en-ciel, l'ancien parti au pouvoir, a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national à Gbessia. L'occasion a été mise à profit pour réagir à une récente sortie du Gouvernement de la transition, à travers son porte-parole, demandant aux Forces vives de Guinée de rejoindre la table du dialogue.

**P**ar la voix de Lansana Komara, ancien ministre et membre de son bureau politique national, le RPG Arc-en-ciel, sans surprise, a rejeté cette offre. Il exige d'abord la libération totale et sans condition de ses cadres emprisonnés et le retour des exilés, dont le professeur Alpha Condé.

«Nous avons appris dans la presse que le gouvernement offre de nouvelles garanties aux forces vives de Guinée. Nos accords sont possibles à tous points de vue. Nous du RPG nous ne sommes pas prêts à discuter le couteau à la gorge et nous l'avons plusieurs fois répété», a

réagi Lansana Komara, ex-ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Et de marteler qu'ils ne peuvent pas discuter le couteau à la gorge.

«Cela n'est pas possible. C'est pourquoi nous exigeons la libération totale sans condition de nos camarades emprisonnés. Si on doit discuter, c'est avec eux que nous allons le faire, s'il y a la volonté. Mais, nous voyons qu'il n'y a aucune volonté. On tourne et on fait des phraséologies dans la presse pour dire que c'est nous qui sommes fautifs alors que non c'est de leur



côté. Ils ne veulent pas la paix dans ce pays, ils veulent nous tourner en rond mais encore une fois, nous demandons la

libération totale sans condition de nos camarades qui sont en prison et le retour de tous les exilés, y compris le

professeur Alpha Condé», a-t-il déclaré au nom du RPG Arc-en-ciel.

Kéfina Diakité



## AFRIQUE

## Le Togo fixe ses législatives au 29 avril malgré l'opposition à la nouvelle Constitution

**Au Togo, la nouvelle date des législatives est fixée au 29 avril prochain. La décision a été annoncée mardi 9 dans la soirée à la télévision. Initialement prévues le 20 avril, les élections législatives et régionales avaient été reportées par le président Faure Gnassingbé après le tollé suscité par l'adoption à l'Assemblée nationale de la nouvelle Constitution. Un texte contre lequel l'opposition reste vent debout et appelle à manifester en fin de semaine.**

**L**e scrutin devait avoir lieu le 20 avril, mais le gouvernement togolais les avait reportées pour mener des consultations sur la nouvelle Constitution, considérée par plusieurs partis d'opposition comme une manœuvre pour maintenir le président Faure Gnassingbé au pouvoir plus longtemps.

En tout cas, les partis d'opposition se réunissent mercredi 10 avril pour s'accorder sur la conduite à tenir après l'appel du corps électoral. Jointe par RFI, l'Alliance nationale pour le Changement (ANC) a déclaré avoir décidé de participer aux élections. Mais son porte-parole Éric Dupuy déplore « un mépris » de la part du pouvoir car



cette nouvelle annonce surprise du gouvernement est faite pour empêcher l'opposition de s'organiser, d'après la voix de l'ANC.

En attendant, les opposants maintiennent leur série de manifestations prévues contre la nouvelle Constitution. Ces actions

ont été interdites par le ministre de l'Administration territoriale, Hodabalo Awaté. Il justifie sa décision à la fois par l'annonce tardive des

opposants de leur marche et par le choix de l'itinéraire à Lomé, jugé trop proche des camps militaires, des zones commerciales et de la route nationale 1.

En réponse mardi, les protestataires ont modifié leur trajet et limité leurs mobilisations à vendredi 12 et samedi 13 avril, jour d'ouverture de la campagne électorale.

Réaction le jour même du gouvernement : il invite les organisateurs à la retenue, tout en soulignant qu'ils « projettent d'étendre la manifestation » dans toute la ville, en délogeant les élèves et en « s'attaquant systématiquement aux domiciles de députés préalablement ciblés »

RFI

## SÉNÉGAL

## Reprise de la liaison maritime entre Dakar et Ziguinchor, un soulagement pour la Casamance

**Au Sénégal, après dix mois d'arrêt, la liaison maritime entre Dakar et Ziguinchor, en Casamance, dans le sud du pays, a repris mardi 9 avril au soir. Les rotations avaient été arrêtées au lendemain des violentes émeutes début juin déclenchées par l'arrestation de celui qui était alors le leader de l'opposition, Ousmane Sonko, isolant encore un peu plus la Casamance du reste du pays. Désormais, les allers-retours vont reprendre deux fois par semaine.**

**D**ernier contrôle des tickets avant d'embarquer. En file indienne, chacun serre son sac ou son cabas sur l'épaule, alors que des « Bonsoir, bienvenue à bord » fusent. Près de dix mois après son dernier voyage en bateau, une jeune mère qui tient son fils par la main se sent soulagée : « On était vraiment fatigués par la route. C'est difficile de voyager, surtout avec un

enfant. Le bateau nous facilite la tâche ». Yaya Balde, originaire de Casamance, dans le sud du Sénégal, abonde, la liaison en bateau est cruciale. « J'attendais ce moment avec impatience, car c'est un moyen d'aider les populations du sud à mener leurs activités, savourez-t-il. Le commerce est très compliqué par la route ». Ziguinchor à 450 km au

sud, ses mangues et ses noix de cajou ne sont reliés à Dakar que par une longue et très mauvaise route, la Casamance, poumon agricole du pays, étant aussi très enclavée. Pour Nafissatou aussi, le bateau est donc crucial. « C'est moins cher », résume-t-elle, laconique. Sept euros la place assise, 18 euros la cabine et la possibilité de stocker jusqu'à 220 tonnes de fret, voilà ce que

propose la liaison. Ce prof de sport, qui s'apprête à rejoindre sa famille en Casamance, se réjouit de la fin d'une injustice. « Il n'y a que le bateau qui puisse pousser l'économie de la Casamance. Parce que les marchandises qu'il peut contenir, les voitures ne peuvent pas le prendre. Et le prix est plus abordable par bateau. C'était injuste d'arrêter la liaison, vraiment. »

Au total, 280 passagers de Dakar arriveront vers 10 h ce matin en Casamance. Ils pourront faire l'aller-retour deux fois par semaine. Un second bateau, qui transporte jusqu'à 400 tonnes de fret, devrait également reprendre du service dans les prochaines semaines.

RFI



RWANDA

## Le pays marque le 30<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Tutsi

**La communauté internationale « nous a tous laissé tomber » durant le génocide des Tutsi, a déclaré dimanche le président rwandais Paul Kagame, à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire des massacres dont l'ombre plane toujours sur ce pays de l'Afrique des Grands Lacs.**

Les commémorations officielles ont débuté ce dimanche 7 avril – jour anniversaire des premières tueries de ce qui deviendra le dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle, faisant 800.000 morts, majoritairement dans la minorité tutsi, mais aussi des Hutu modérés.

La communauté internationale avait été vivement critiquée pour son inaction avant et durant le génocide.

« C'est la communauté internationale qui nous a tous laissé tomber, que ce soit par mépris ou par lâcheté », a déclaré Paul Kagame lors d'un discours prononcé devant plusieurs milliers de personnes à la BK Arena, une salle polyvalente ultramoderne de la capitale Kigali.

« Personne, personne, pas même l'Union africaine (UA), ne saurait se disculper de son inaction face à la chronique d'un génocide annoncé. Ayons le courage de le reconnaître, et de l'assumer », a également affirmé le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat.

Paul Kagame — qui dirige d'une main de fer le pays depuis la fin du génocide — s'est recueilli dans la matinée, aux côtés de dignitaires étrangers, devant une gerbe de fleurs et a allumé une flamme du souvenir au Mémorial de Gisozi.

À la fin de la journée, des milliers de personnes étaient rassemblées à la BK Arena, complexe de 10.000 places à Kigali, des bougies à la main à



la mémoire des victimes du massacre.

L'ancien président américain Bill Clinton, en poste à la Maison Blanche durant les massacres, le ministre français des Affaires étrangères Stéphane Séjourné et le secrétaire d'Etat français à la Mer Hervé Berville, né au Rwanda, ont assisté à la cérémonie.

« Responsabilités »

A l'occasion de cet anniversaire, le président français Emmanuel Macron a affirmé dans une vidéo diffusée dimanche que « la France assume tout et exactement cela dans les termes que j'ai employés » le 27 mai 2021.

Le président français, en déplacement à Kigali, avait alors dit être venu « reconnaître » les « responsabilités » de la France.

Paris, qui entretenait des relations étroites avec le régime hutu quand le génocide a commencé, a longtemps été accusé de « complicité » par Kigali.

« Nous avons, tous, abandonné des centaines de milliers de victimes à

cet infernal huis clos », avait-il ajouté, précisant que Paris n'avait « pas été complice » des génocidaires hutu. M. Macron n'avait pas présenté d'excuses, tout en disant espérer le pardon des rescapés.

« Je n'ai aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher de ce que je vous ai dit ce jour-là », a déclaré dimanche le président français.

Jeudi, l'Élysée avait rapporté que, selon Emmanuel Macron, la France « aurait pu arrêter le génocide » de 1994 au Rwanda « avec ses alliés occidentaux et africains », mais « n'en a pas eu la volonté ». Des mots interprétés alors comme un pas supplémentaire dans la reconnaissance des responsabilités de la France dans le génocide, mais que le chef de l'Etat n'a pas prononcés dimanche.

Après des décennies de tensions, allant jusqu'à une rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009, un rapprochement a été permis entre les deux pays à l'issue de la

mise en place d'une commission par Emmanuel Macron qui a conclu en 2021 à des « responsabilités lourdes et accablantes » de la France.

La mairie de Paris a annoncé que dimanche soir la tour Eiffel afficherait en lettres capitales: « Kwibuka 30 », « se souvenir » en kinyarwanda et nom officiel des commémorations du génocide au Rwanda.

Le président américain Joe Biden a lui déclaré que les répercussions des massacres se « font encore sentir à travers le Rwanda et à travers le monde ». « Nous n'oublierons jamais les horreurs de ces 100 journées », a-t-il ajouté.

Carnages

Au Rwanda, pendant sept jours, la musique ne sera pas autorisée dans les lieux publics, ni à la radio. Événements sportifs et films seront interdits de diffusion à la télévision, sauf s'ils sont liés aux commémorations.

Les tueries du printemps 1994 ont été déclenchées au lendemain de l'attentat

contre l'avion du président hutu Juvénal Habyarimana, dans une frénésie de haine alimentée par une virulente propagande anti-Tutsi.

Le carnage prend fin lorsque la rébellion tutsi du FPR s'empare de Kigali le 4 juillet, déclenchant un exode de centaines de milliers de Hutu vers le Zaïre voisin (aujourd'hui République démocratique du Congo).

Trente ans plus tard, des charniers continuent d'être mis au jour.

Le Rwanda mène un travail de réconciliation, avec notamment la création en 2002 de tribunaux communautaires, les « gacaca » où les victimes pouvaient entendre les « aveux » des bourreaux.

La justice a joué un rôle majeur mais selon Kigali, des centaines de personnes soupçonnées d'avoir participé au génocide sont toujours en liberté, notamment dans les pays voisins, comme la République démocratique du Congo (RDC) et l'Ouganda.

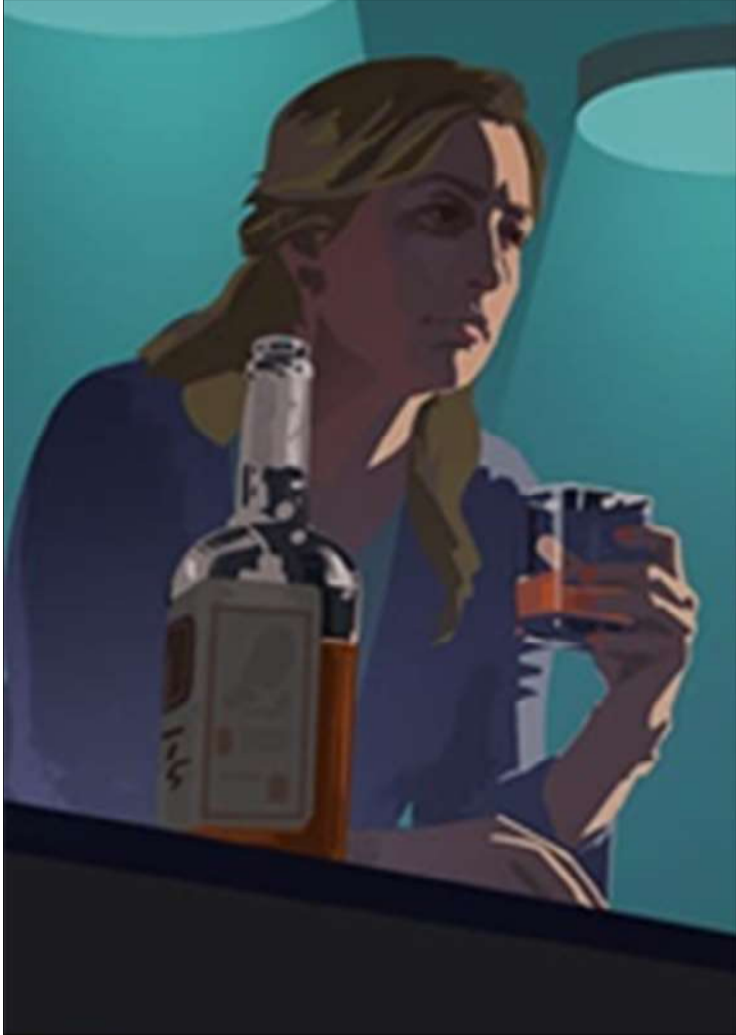
Des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty et Human Rights Watch, ont appelé à l'accélération des poursuites contre les responsables du génocide.

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Volker Türk, a de son côté exhorté « les Etats du monde entier à redoubler d'efforts pour traduire en justice tous les auteurs présumés encore en vie ».



## Utiliser un outil moderne pour lutter contre la toxicomanie

JW.ORG FOURNIT DES RESSOURCES GRATUITES AUX PERSONNES AUX PRISES AVEC UNE DEPENDANCE



Bible a aidé de nombreuses personnes à surmonter leur dépendance à la drogue en n'abandonnant pas leur combat », déclare

toxicomanie.

Sur leur site officiel, les Témoins de Jéhovah proposent des ressources gratuites pour ceux qui

• Connaissez vos faiblesses.

L'article partage également l'expérience de Jared, qui dit : « Les



Conakry – 1er avril 2024 – Le nombre de personnes consommant des drogues dans le monde et vivant avec des troubles liés à la drogue monte en flèche, selon un nouveau rapport de l'Office des Nations Unies

% par rapport à la décennie précédente, selon le rapport. Le nombre de personnes souffrant de troubles liés à l'usage de drogues est passé à 39,5 millions, soit une augmentation de 45 % en 10 ans.

Thierry Pourthie, porte-parole officiel des Témoins de Jéhovah en Guinée. Il ajoute : « L'une des vidéos disponibles sur [jw.org](http://jw.org), Sa persévérance a été récompensée, a laissé une impression durable dans de nombreux cœurs.

luttent contre la toxicomanie, [jw.org](http://jw.org), y compris du contenu pour les adolescents et les jeunes adultes. Le Rapport mondial sur les drogues 2023 indique que « les populations de jeunes sont les plus vulnérables à la consommation de drogues et sont également plus gravement touchées par les troubles liés à l'utilisation de substances dans plusieurs régions. En Afrique, 70 % des personnes sous traitement ont moins de 35 ans.

adolescents font face à beaucoup de pression pour aller à des fêtes et faire toutes les choses qui s'y passent – boire de l'alcool, prendre de la drogue et avoir des relations sexuelles. Je trouve utile de parler ouvertement avec mes parents de ces pressions. De plus, le fait de m'occuper pendant mon temps libre m'aide à éviter la tentation de faire ce qu'il ne faut pas. »

Les visiteurs de [jw.org](http://jw.org) peuvent également trouver des conseils pratiques dans certains des documents suivants :

L'article « Comment puis-je résister à la tentation ? » donne des conseils pratiques aux jeunes. Les points saillants sont les suivants :

- Ne laissez pas la pression de vos pairs vous inciter à compromettre vos normes.

- Connaissez vos convictions.

1. Drogues : pourquoi les gens en abusent-ils ?

2. Ma vie devenait incontrôlable.

3. L'amour ne faiblit jamais malgré . . . Une éducation sans amour.

4. Pensez au-delà de la boisson.

**Pour plus d'informations, visitez [jw.org](http://jw.org).**



contre la drogue et le crime.

Plus de 296 millions de personnes ont consommé des drogues en 2021, soit une augmentation de 23

Cependant, il y a de l'espoir pour ceux qui luttent contre les problèmes liés à la drogue. « J'apprécie beaucoup la façon dont la

La vidéo, ainsi que les instructions basées sur la Bible, ont aidé les gens à développer le courage de changer leur mode de vie et de se libérer de la